

OFFICE EUROPEEN DES BREVETS

"L'Office européen des brevets craque aux coutures"

En renvoyant deux syndicalistes, le Président de l'Office européen des brevets a suscité une nouvelle vague de désapprobation à son encontre. Et voici que le Conseil d'administration riposte.

De Thomas Magenheimer-Hörmann

Munich – L'Office européen des brevets (OEB) n'est pas critiqué que pour les brevets qu'il accorde sur le vivant (végétaux et animaux, *voir encadré*). Depuis deux ans, un rude conflit y oppose la Direction et le personnel, conflit qui ne porte pas sur les salaires mais sur les droits fondamentaux et du travail. En licenciant sans préavis deux cadres syndicaux, le Président de l'OEB, Benoît Battistelli, vient à nouveau de jeter de l'huile sur le feu. S'en mêle à présent le Conseil d'administration, l'organe de surveillance de cette organisation supranationale, en prenant pour la première fois ses distances d'avec les décisions du Président. Pas encore de demande de démission en vue "mais une critique claire de la situation en lien avec la Direction de l'Office", entend-on du côté du C.A.

Les représentants allemands et d'autres Etats membres ont eux aussi pris la parole. Pour l'instant, cela ne suffit pas à apaiser les tensions. Elisabeth Hardon, Présidente de l'USOEB, syndicat propre à l'OEB, ainsi qu'un autre membre du syndicat, viennent même d'être licenciés sans préavis. Quant à la trésorière de l'USOEB, elle a été dégradée en interne et s'est vue imposer trois ans d'interdiction de déplacement.

L'organisation, qui ne fait pas partie de l'UE et n'est pas soumise au droit allemand, considère comme prouvé que le trio incriminé a harcelé des collègues, publié des informations confidentielles et offert illégalement une assistance juridique à d'autres employés. Les syndicalistes réfutent ces accusations par l'intermédiaire de leurs avocats. Il leur est en effet interdit de s'exprimer personnellement, en vertu des statuts de l'organisation. Non seulement deux des trois sont déjà renvoyés mais en plus, ils risquent tous trois une réduction du montant de leur pension de retraite à titre de sanction, celle de Mme Hardon ayant déjà été rognée d'un cinquième. Son avocat réclame une enquête indépendante sur les reproches formulés contre sa cliente, qu'il conteste en bloc.

Les quelque 4000 employés de la centrale de l'OEB à Munich sont en pleine insurrection. Hier, ils sont redescendus dans la rue, quelques jours à peine après leur manifestation spontanée de protestation contre le licenciement de leurs délégués syndicaux. "Le syndicat est décapité", déclare un représentant de l'USOEB sous le couvert de l'anonymat. D'autres procédures disciplinaires sont également en cours contre plusieurs syndicalistes aux sièges de La Haye et de Vienne, ce que l'on confirme dans l'entourage de Benoît Battistelli. "Tout le monde est choqué", déclare un employé interrogé sur l'ambiance au travail. "Ca craque à toutes les coutures", explique un autre qui, jusqu'à présent, avait défendu le Président.

Mais voilà que le Conseil d'administration se lance dans la mêlée, lui aussi *contre* le Président. Récemment, il avait refusé, à l'issue d'un débat interne, deux propositions de réforme émises par Battistelli, et repris la main. Aujourd'hui, il propose des lignes de conduites auxquelles le Président devra dorénavant se conformer. En outre, une étude sociale indépendante vient d'être commanditée pour permettre au Conseil d'administration d'avoir une idée claire et précise de la situation. Dans un communiqué, il explique ses préoccupations au sujet du climat social déplorable au sein de l'Office. Toutes les parties doivent arriver à des compromis et mettre un terme à une situation qui nuit gravement à l'image de l'OEB.

Le Conseil avait déjà demandé à la Direction d'entamer des discussions avec l'USOEB en vue de la reconnaissance de celle-ci, requête à laquelle elle avait répondu par le licenciement pur et simple de cadres syndicaux et autres mesures disciplinaires contre divers membres du syndicat. Récemment, Benoît Battistelli a déclaré que l'USOEB n'était pas une représentation des travailleurs mais une organisation mafieuse. Il en récolte une

grande vague de méfiance, y compris de la part de son Conseil d'administration. Du côté du syndicat et des représentants du personnel, la colère se déchaîne.

D'autres manifestations sont prévues, semblables à celle du personnel devant le siège du gouvernement bavarois. Et Benoît Battistelli ne semble pas encore débarrassé d'Elisabeth Hardon. Elle envisage en effet de continuer à diriger le syndicat de l'extérieur, ne fût-ce que parce que personne, à l'OEB, n'ose à présent prendre sa place.

En mars, le Conseil d'administration se réunira à nouveau, mais une chose est sûre : Battistelli ne pourra dorénavant plus compter sur son soutien indéfectible.

Opposition aux melons brevetés

L'Office européen des brevets vient d'annuler un brevet portant sur un melon sélectionné de manière conventionnelle. La division d'opposition a motivé sa décision mercredi dernier, après plusieurs heures de négociation, par un manque de description. La société qui avait introduit la demande de brevet n'avait pas suffisamment décrit la procédure d'obtention des melons, explique le porte-parole de l'OEB Rainer Osterwalder. En 2011, l'OEB avait délivré un brevet à ces fruits obtenus par sélection naturelle et résistants à un certain virus. Une société concurrente, ainsi que des organisations environnementales, avaient alors entamé une procédure d'opposition.